



Marie Pauline Voufo

Rosalie Zara, avicultrice à l'extrême-nord du Cameroun

Le secteur avicole camerounais doit sa survie à la volonté des pouvoirs publics d'interdire, dès 2005, l'importation des découpes de poulets. Mais la résurgence des épizooties de grippe aviaire depuis 2016 fragilise et désorganise cette filière encore dépendante des poussins et des œufs à couver importés.

La filière avicole camerounaise mise sur le soutien de l'État pour réduire sa dépendance aux intrants clés importés

La dernière crise de grippe aviaire ayant affecté la filière avicole camerounaise date de quelques mois. Elle n'est pas née sur place, mais en Europe, pourvoyeuse de prémélanges alimentaires, de vaccins, de médicaments, de poussins d'un jour et des œufs à couver au Cameroun. En novembre 2020, des élevages dans plusieurs pays fournisseurs d'Europe centrale dont la France, la Belgique et la Hollande, sont frappés par le virus H5N1 de la grippe aviaire. Le Ministre de l'élevage, des pêches et des industries animales (Minepia) camerounais a aussitôt interdit les importations de poussins d'un jour et d'œufs à couver, en provenance des pays touchés. Cette décision survenait dans le contexte de crise de la Covid-19 ayant réduit de 80 % les vols commerciaux entre les deux continents.

C'est une filière avicole résiliente qui a commencé à résister à l'inflation des prix des intrants. Les accoueurs étaient à peine

capables de couvrir 60 % des besoins locaux en poussins d'un jour. Après la fermeture des frontières en mars, le prix moyen du poussin d'un jour fourni par les accoueurs locaux aux éleveurs est passé de 400 FCFA à 700 FCFA. Sur le marché en 2021, les ménages déboursaient 4 500 FCFA, voire 5 000 FCFA pour acquérir un poulet de deux kilogrammes vif vendu l'année dernière entre 2 700 FCFA et 3 000 FCFA. La hausse du prix du poulet et sa rareté sont devenues intenable dans un pays où la viande de volaille contribue à plus de 40 % de la fourniture de protéines animales aux populations. Le secteur emploie 320 000 personnes (140 000 emplois directs et 180 000 emplois indirects).

Les pouvoirs publics sont remontés au créneau. Par une lettre adressée à l'ambassadeur du Brésil au Cameroun, Dr Taïga, ministre camerounais en charge de l'élevage, demande de prendre des mesures pour faciliter l'exportation vers le Cameroun de pou-

sins d'un jour et des œufs à couver du Brésil, pays indemne de grippe aviaire en 2021. Ironie du sort, la lettre du Minepia est signée le 22 mars 2021, soit deux jours après les obsèques de Bernard Njonga, homme politique et président de l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (AcDic) qui a longtemps œuvré pour la souveraineté alimentaire du Cameroun. La polémique née de cette coïncidence a conduit le Minepia à démentir toute velléité d'importation de poulets au Cameroun. François Djonou, président de l'Interprofession avicole du Cameroun (Ipavic) a regretté l'incident avant d'avouer que l'Ipavic avait été consultée pour le choix de l'option brésilienne.

Un interlocuteur de poids

Depuis sa création en 2006 après l'interdiction des importations des découpes de poulets au Cameroun en 2005, l'Ipavic est un interlocuteur de poids respecté et même redouté par les pouvoirs publics. C'est l'or-

ganisation de producteurs camerounaise la plus structurée et influente après l'interprofession cacaoyère et caféière qui bénéficie du soutien historique de l'État.

L'Ipavic est née sur les cendres du Syndicat interprofessionnel de la filière avicole du Cameroun (Sifac) créé en 1996 par les industriels du secteur. Fermé aux petits producteurs, le Syndicat s'est étioilé et est tombé en déclin. À la naissance de l'Ipavic en 2006, cette nouvelle organisation a réussi à fédérer tous les corps de métiers du secteur, petits et grands opérateurs, pour construire une filière forte. L'Interprofession avicole du Cameroun est divisée en quatre collèges d'acteurs. Le 1^{er}, composé des industriels que sont les accouveurs, les producteurs de provente et les abattoirs, compte pour 45 % des voix dans l'assemblée générale de l'Ipavic. Le second, composé des producteurs et vendeurs d'œufs de consommation, représente 25 % des voix. Le 3^e regroupe les éleveurs et vendeurs de poulets de chair, à 20 % des voix. Enfin le 4^e collège qui réunit les techniciens de la santé animale, à 10 % des voix.

L'année même de sa création, l'Ipavic fait face à une crise de grippe aviaire. La présence d'un cadavre d'oiseau migrateur infecté au nord du pays est divulguée et jette l'opprobre sur la viande de poulet tout en créant la psychose chez les consommateurs, qui tournent le dos aux produits avicoles durant des mois. La crise est renforcée par la décision des pays frontaliers de fermer leur porte aux produits avicoles camerounais, alors qu'ils absorbent près de 60 % des œufs produits au Cameroun.

Le spectacle dans les fermes est désolant de mars à mai 2006. En aval chez les éleveurs: les poulets de chair sont bloqués dans les fermes et nourris au-delà de 45 jours, puis vendus au prix de rien, les commandes de poussins annulées et les montagnes d'œufs de consommation incinérées. En amont chez les accouveurs: la destruction des œufs accoués, l'étouffement des poussins et la liquidation des parentaux comme viande sont les seules options. Les activités de proventerie sont presque à l'arrêt et les petits plumeurs qui assurent l'abattage dans les marchés de poulets perdent leur emploi.

Pour tenter de sauver la filière sinistrée, Ahmadou Moussa, Directeur du Complexe avicole de Mvog-Betsi à Yaoundé et premier président de l'Ipavic a organisé avec des acteurs de la société civile des dégustations du poulet local, afin de convaincre les Camerounais que le poulet est encore mangeable. Ce geste de désespoir a contribué en partie à rétablir la confiance des consomma-

teurs et de manière naturelle, le poulet est revenu sur les tables. L'insolite dans la crise aviaire de 2006 est qu'en dehors du cadavre d'oiseau migrateur, pas une seule poule n'est morte dans les fermes des suites de H5N1. Les pertes furent pourtant chiffrées à 3 milliards de francs CFA.

L'INTERDICTION
D'IMPORTATION
DES POULETS CONGELÉS
EN 2005 AVAIT LAISSÉ CROIRE
QUE LA FILIÈRE NATIONALE
SE DÉVELOPPERAIT
AUSSITÔT

Accusé par la société civile de mutisme complice en vue de désintégrer la filière avicole locale et faire revenir le poulet congelé dont l'importation générait des prébendes à certains fonctionnaires, le gouvernement a annoncé des mesures de soutien sans précédent. Un plan de redressement de la filière financé à plus d'un demi-milliard de francs CFA par l'État a été mis sur pied, avec pour interlocuteur l'Ipavic. En 2008, une enveloppe de 350 millions de francs CFA fut mobilisée pour subventionner le repeuplement des fermes parentales afin de relancer la production des poussins d'un jour. 231 millions de francs CFA supplémentaires furent destinés à l'importation des œufs accoués pour la production des poussins en attendant l'entrée en ponte des nouveaux parentaux.

Soutien des pouvoirs publics

Le soutien de l'État est apprécié différemment par les collègues de membres de l'Ipavic. Les petits éleveurs familiaux qui constituent plus de 90 % des éleveurs locaux s'estiment lésés dans l'orientation des subventions aux industriels. L'interprofession a frôlé l'implosion. Une union des aviculteurs parallèle est même née en 2008, alimentée par des mécontents du système. Mais faute de moyens et du nécessaire soutien des pouvoirs publics, elle a périclité.

La deuxième grande crise aviaire, survenue en mai 2016 en plein Complexe avicole de Mvog-Betsi (Cam) à Yaoundé fut la plus foudroyante. Avec des pertes estimées à 10 mil-

liards de FCFA, elle a fait sombrer la filière, à l'époque en pleine croissance. Cette fois, c'était une vraie épizootie de grippe H5N1. En un jour, 15000 parentaux du Cam sont décimés par le virus. Et le reste du cheptel, soit 33000 parentaux, est abattu. Des fermes de l'Ouest, du Sud et de l'Adamaoua sont également touchées. Le Cam qui fournissait 20 % de la production locale de poussins d'un jour au Cameroun, n'a plus jamais rouvert ses portes, ses 100 employés perdant leur emploi.

L'Ipavic n'a de cesse de réclamer des indemnités pour ses membres sinistrés par la grippe aviaire. Mais à défaut des subventions directes à l'Interprofession en 2016, l'État a officiellement suspendu le paiement de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les aliments, médicaments, œufs à couver, poussins d'un jour et matériels d'élevage importés. Au Cameroun, la TVA est de 19,25 %. Ces appuis des pouvoirs publics nourrissent la résistance de la filière avicole face aux crises.

Cependant, la chaîne de valeur avicole au Cameroun recèle encore un maillon faible. Le développement des abattoirs et des structures de conditionnement du poulet local prêt à cuire fait encore défaut. L'abattage reste dominé par les petits plumeurs artisanaux installés autour des marchés de vente de poulets vifs. L'interdiction d'importation des poulets congelés en 2005 avait laissé croire que la filière nationale se développerait aussitôt et fournirait les découpes de poulet local au marché local. Et bien plus, qu'elle investirait d'autres marchés d'Afrique centrale. On n'en est pas encore là. Mais c'est le rêve nourri par les industriels de l'Ipavic dont plusieurs livrent déjà les œufs dans les pays voisins. ■

Marie Pauline Voufo



Communicatrice rurale,
Directrice de rédaction de La Voix Du Paysan